



POLICE MUNICIPALE

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE

**PORTANT
AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL
DU N°5 AU N°7 RUE AMEDÉE LUCAZEAU**

PL/BM
APM 23/2259

Le Maire de la Ville de ROYAN,

Vu l'article L.2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté ASG n°20.1304a en date du 6 juillet 2020, portant délégation de signature à Monsieur Philippe CUSSAC, cinquième adjoint,

Vu l'article L.113-2 du Code de la Voirie Routière,

Vu la décision de Monsieur le Maire DC N°22.906 en date du 23 décembre 2022,

Vu la demande présentée par l'entreprise S.A.S.U E.G.C.M, représentée par Monsieur Philippe MIGNOQUET (SIRET N°843 078 627 00026), sise 16 rue François Arago à 17200 ROYAN, en date du 29 septembre 2023,

A l'effet d'obtenir l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public communal,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le demandeur est autorisé à occuper temporairement le domaine public à charge pour lui de se conformer aux conditions suivantes. Elles ne dispensent pas de faire application des Règlements Municipaux et de Police en vigueur.

- Situation : du n°5 au n°7 rue Amédée Lucazeau (au droit de la construction existante située au n°10 rue Amédée Lucazeau)
- Surface : 15,30 M² (mise en place d'une benne, dans le cadre des travaux de mise en sécurité de la construction existante située au n°10 rue Amédée Lucazeau)
- Durée : du 9 au 20 octobre 2023

ARTICLE 2 : Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux devront être disposés de manière à laisser la libre circulation (piétons et véhicules). Ils seront éclairés la nuit jusqu'à enlèvement complet. Le demandeur peut être tenu de les entourer d'une clôture ou d'un masque.

ARTICLE 3 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le demandeur sera tenu d'enlever les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats et immondices et de réparer immédiatement tous les dommages et dégradations qu'il aura pu causer à la voie publique. Faute par lui de se satisfaire à cette prescription, ainsi qu'à toutes les autres conditions imposées par le présent arrêté, procès-verbal sera dressé et déféré au tribunal compétent.

ARTICLE 4 : La durée de cette occupation du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance calculée sur la base du barème joint en annexe.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est délivré sans préjudice du droit des tiers et des Règlements Municipaux.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté est adressée au demandeur conformément au Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'au Trésorier Principal de la Ville.

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 6 octobre 2023



Fait à ROYAN, le 4 octobre 2023
Pour le Maire,
et par délégation,
Le Cinquième Adjoint

Philippe CUSSAC

MISE EN LIGNE LE 06-10-2023

VILLE DE ROYAN



SERVICE COMPTABILITÉ

DLBEE : BDC/CS
DC N° 22.906



DECISION

Concernant les tarifs d'Occupation du Domaine Public
(Clôture de chantier, Echafaudage, Dépôts de matériaux)

Le Maire de la Ville de ROYAN,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 18 juillet 2020, intervenue pour l'application des articles L.2122.22 et L.2122.29 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités de délégation de pouvoirs au Conseil Municipal au profit du Maire, rendue exécutoire le 21 juillet 2020 compte tenu de l'accomplissement des formalités légales,

Vu l'arrêté ASG N°20.1460 en date du 21 juillet 2020, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Didier SIMONNET, Premier Adjoint au Maire, rendu exécutoire le 21 juillet 2020, compte tenu de l'accomplissement des formalités légales,

Vu la décision en date du 22 décembre 2021 (DC N°21/681) fixant les tarifs d'Occupation du Domaine Public (Clôture de chantier, Echafaudage, Dépôts de matériaux) rendue exécutoire le 24 décembre 2021.

DECIDE

de fixer à compter du 02 janvier 2023, les tarifs d'Occupation du Domaine Public (Clôture de chantier, Echafaudage, Dépôts de matériaux), comme suit :

o Forfait pour dépôt d'une benne sur domaine public pour une durée inférieure ou égale à 3 jours	46,50 €
o Forfait pour occupation inférieure ou égale à 15 jours	96,20 €
o Au-delà de ces 15 jours par m ² et par mois d'occupation	
- le 1 ^{er} mois	10,30 €
- le 2 ^{ème} mois	11,80 €
- le 3 ^{ème} mois	16,30 €
- le 4 ^{ème} mois	18,90 €
- à partir du 5 ^{ème} mois et les mois suivants	24,90 €
(au-delà de 15 jours, il sera fait application du barème par mois. Le calcul se fera au prorata temporis du nombre de jours réellement occupé)	
o Forfait pour occupation emplacement lors des déménagements (par jour)	17,30 €
o Forfait pour stationnement des véhicules lors des travaux	
- Inférieur ou égal à 7 jours	12,40 €
- Supérieur à 7 jours et inférieur ou égal à 21 jours	28,10 €
- Au-delà de 21 jours	1,00 € Par jour

d'inscrire la recette correspondante au compte 70121 - Fonction 01 du Budget Communal.

Fait à ROYAN, le 23 décembre 2022

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 26 décembre 2022

Pour le Maire,
en sa qualité de
Premier Adjoint



Didier SIMONNET